

CONTENU

Relations commerciales

Partenariat transpacifique : les États-Unis introduisent un chapitre sur la cohérence réglementaire1

Commerce international

Le cycle de Doha n'aura pas lieu, finalement.....2

Litiges commerciaux

Les États-Unis condamnés à l'OMC pour leurs subventions à Boeing3

Études économiques et articles connexes5

Relations commerciales

Partenariat transpacifique : les États-Unis introduisent un chapitre sur la cohérence réglementaire

La sixième phase de négociation du Partenariat transpacifique (TPP) s'est déroulée à Singapour durant la semaine du 27 mars dernier. Les négociations ont commencé quatre jours plus tôt que prévu afin d'accélérer des négociations. Les textes des chapitres sur la libéralisation des marchandises industrielles, les règles phytosanitaires, les normes environnementales ainsi que sur la cohérence réglementaire ont été discutés. C'est la première fois que les États-Unis tentent de négocier un texte de cette nature,



Les neuf chefs d'État participant au TPP, accompagnés par le premier ministre japonais (Eurasia Review)

qui vise à harmoniser les pratiques bureaucratiques nationales. Ce chapitre est très « intrusif », puisqu'il obligerait les signataires à uniformiser les procédures internes pour faciliter l'implantation d'entreprises étrangères.¹ Les États-Unis espèrent ainsi éliminer la quasi-totalité des barrières non tarifaires au commerce. Cette initiative vise aussi à atteindre un des principaux objectifs commerciaux de l'Administration Obama en facilitant l'accès aux marchés étrangers pour les petites et moyennes entreprises (PME). Il est probable que, malgré le souhait américain d'harmoniser rapidement les normes nationales des neuf États participants,² les négociations commencent à se corser alors que les participants tentent d'en arriver à un texte final. Les participants au TPP sont déjà liés par 25 accords commerciaux, ce qui risque fort de compliquer

¹ Pour plus de détails sur le concept de cohérence réglementaire, voir : Yann Duval et Chorthip Utoktham, « Behind the Border Trade Facilitation in Asia-Pacific : Cost of Trade, Credit Information, Contract Enforcement and Regulatory Coherence », *Asia-Pacific Research and Training Network on Trade, Working Paper Series*, No. 67, mai 2009, en ligne : <http://www.unescap.org/tid/artnet/pub/wp6709.pdf>

² Les neuf pays participants aux négociations du TPP sont : l'Australie, le Sultanat de Brunei, le Chili, les États-Unis, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol 4, no. 13, 5 avril 2011

l'avancement des négociations. Les participants ont aussi traité des questions de l'ouverture des secteurs des services et de l'investissement, des marchés publics et des règles d'origine.

De nombreuses controverses entourent le déroulement des négociations. Notamment, le secret qui les caractérise complique la participation des acteurs de la société civile, qui devaient pourtant être consultés régulièrement à chaque étape de la négociation. Devant l'absence d'information et d'organisation disponibles pour les participants en périphérie des négociations, les délégations civiles de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont boycotté les rencontres de Singapour. C'est d'ailleurs de ces deux pays que risque d'émaner le plus de réticences devant l'approche régionale américaine, notamment dans les domaines agroalimentaires et de la propriété intellectuelle.

Fait à noter, dans la foulée de la catastrophe naturelle qui a dévasté l'est du Japon, le premier ministre Kan a annoncé qu'il repoussait *sine die* la prise de décision du gouvernement quant à la participation du Japon à l'accord régional. Le Japon devait initialement faire connaître ses intentions définitives en juin 2011.

Sources : « Strong Sixth Round Progress Propels TPP Negotiations Forward », USTR, avril 2011, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/april/strong-sixth-round-progress-propels-tpp-negotiations> ; Deborah K. Elms, « Trans-Pacific Partnership: Now It Gets Difficult - Analysis », *Eurasia Review*, 28 mars 2011, en ligne : Eurasiareview <http://www.eurasiareview.com/trans-pacific-partnership-now-it-gets-difficult-analysis-2-28032011/> ; « Govt to Delay Decisions on TPP, Social Security, Taxes: Kan », *Nikkei*, 29 mars 2011, en ligne : Nikkei <http://e.nikkei.com/e/fr/tnks/Nni20110329D29SS323.htm> ; Shaun Tandon « Pacific Trade Push Sees Momentum -- and Criticism », *Agence France-Presse*, 2 avril 2011, en ligne : Googlenews <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jr4stdCDUK5fxXa5XOQLjnhHDIA?docId=CNG.0036c9560bca2e03ee429fb8f0b51538.21> ; « Critics Cry "Foul" as Trans-Pacific Partnership Negotiators Circle the Wagons », *TPP Watch*, 25 mars 2011, en ligne : TPPWatch <http://tppwatch.org/2011/03/29/critics-cry-%E2%80%9Cfoul-%E2%80%9D-as-trans-pacific-partnership-negotiators-circle-the-wagons/>

Commerce international

Le cycle de Doha n'aura pas lieu, finalement³...

« Il est maintenant temps pour [toutes les délégations], particulièrement celles qui partagent les plus grandes responsabilités au sein du système, de réfléchir aux conséquences d'un échec. »

– Pascal Lamy, rencontre informelle du Comité des négociations commerciales, 29 mars 2011.



Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy

Devant l'absence marquée de rapprochement entre les principales délégations à l'OMC, dans ce qui avait été à nouveau qualifié de dernière chance pour le cycle de Doha, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, s'est résigné à évoquer l'échec définitif et probable des négociations multilatérales. Lors d'une rencontre informelle du Comité des négociations commerciales (CNC),

³ Mehdi Abbas proposait une analyse détaillée des obstacles se dressant devant les négociateurs du cycle de Doha en 2008, voir : Mehdi Abbas, « Le cycle de Doha n'aura pas lieu », *Chronique des Amériques*, septembre 2008 no 14, en ligne : IEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_ABBAS_08_14.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol 4, no. 13, 5 avril 2011

M. Lamy a émis d'importants doutes sur la capacité des délégations à s'entendre sur une feuille de route précise avant le délai fixé plus tôt cette année du congé pascal 2011. Il entamera une série de consultations bilatérales du 4 au 14 avril avant de convenir avec l'ensemble des membres de la suite à donner au processus de négociation en cours.

Deux obstacles principaux empêchent toujours toute avancée majeure. Premièrement, les États-Unis exigent davantage de concessions des grands pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Les grands pays émergents opposent à Washington la faiblesse de ses propres concessions, notamment dans le secteur agroalimentaire. Le deuxième obstacle majeur est matérialisé par l'absence presque complète de progrès dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, pourtant au cœur du programme pour le développement de Doha. Plusieurs délégués parlent ouvertement d'échec des négociations. Si les membres de l'OMC n'arrivent pas à trouver un consensus minimal d'ici l'été, il serait étonnant de voir à nouveau le phénix de Doha renaître de ses cendres. Le bilatéralisme et le régionalisme auront-ils eu finalement raison de l'approche multilatérale d'après-guerre ?

Sources : OMC, « Think of Cost of Doha Round Failure, Lamy Urges Members as Deadline Looms », 2011 News Item, 29 mars 2011, en ligne : OMC http://www.wto.org/english/news_e/news11_e/tnc_dg_infstat_29mar11_e.htm ; ICTSD, « With Easter Looming, WTO Members Acknowledge "Huge Gaps" on Doha », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol 15, no 11, 30 mars 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/news/bridgesweekly/>

Litiges commerciaux

Les États-Unis condamnés à l'OMC pour leurs subventions à Boeing

Le rapport final du groupe spécial de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC dans l'affaire « DS353 : États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs – Deuxième plainte », déposé le 31 mars dernier, détermine que, conformément à la plainte formulée par la Communauté européenne (CE), le géant de l'aéronautique américain Boeing a bénéficié de subventions illégales en vertu de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ASMC) du GATT. Le groupe spécial confirme ainsi les conclusions de son rapport intérimaire remis aux parties en septembre 2010.⁴ Divers paliers du gouvernement américain, par l'entremise de programmes pilotés par la *National Aeronautics and Space Administration* (NASA) et par le département de la Défense, ainsi que par l'octroi d'allègements fiscaux, ont subventionné des programmes de recherche et développement de Boeing à hauteur de près de 6 milliards de \$ É-U sur une période de 17 ans, de 1989 à 2006. Cette décision survient 9 mois après que la CE ait été reconnue coupable par un autre groupe spécial de l'ORD, dans une plainte jumelle portée par les États-Unis, de subventionner illégalement le géant européen de l'aéronautique Airbus. Les subventions illégales européennes se sont élevées à près de 20 milliards de \$ É-U pour la même période.

Rappelons que les États-Unis et la CE débattent depuis 2005 devant l'ORD de la légalité des subventions qu'ils accordent à leur champion de l'aéronautique respectif après que les États-Unis se soient retirés unilatéralement en 2004 d'un accord conclu avec la CE 12 ans plus tôt, qui balisait

⁴ Nous avons profité du dépôt du rapport intérimaire de l'ORD en septembre 2010 pour dresser un portrait complet du conflit qui oppose la CE et les États-Unis dans le domaine de l'aviation gros porteur. Pour plus d'information, consulter la Chronique commerciale américaine du 23 septembre 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-10-09-23-2.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol 4, no. 13, 5 avril 2011

cette pratique. Karel de Gucht, le commissaire au Commerce de la CE, souhaite en arriver à une nouvelle entente avec eux et a indiqué qu'il espérait que cette victoire permettrait aux deux parties de trouver un nouveau compromis. Rien n'est moins sûr cependant, alors que le représentant au Commerce américain, Ron Kirk, a soulevé l'écart important qui sépare les montants des subventions avérés. Bien que la CE comme les États-Unis aient interprété à leur avantage la dernière décision de l'ORD, ils en feront appel afin d'en clarifier certains points techniques.

« Aujourd'hui, le groupe spécial de l'OMC a confirmé ce que nous affirmons depuis 20 ans, soit que l'importance des subventions européennes à Airbus fait paraître dérisoires celles mises à la disposition de Boeing par le gouvernement américain. »

– Ron Kirk, communiqué de presse, 31 mars 2011.

Le conflit entre Boeing et Airbus est important, non seulement à cause de la taille considérable des mesures compensatoires potentielles en jeu, mais surtout parce qu'il délimite l'ASMC et permet de mieux définir la nature des subventions que les États peuvent accorder à leurs champions nationaux. Les méthodes de subvention diffèrent grandement entre les parties. Le gouvernement américain subventionne Boeing principalement de manière indirecte, par l'entremise de contrats de recherche et développement accordés sans appel d'offre et qui permettent le développement de composantes à usage dual, civil et militaire. Du côté européen, la plupart des subventions sont accordées directement sous forme de prêt à taux préférentiels à des entreprises affiliées à Airbus. Alors que l'ORD a condamné la pratique américaine parce qu'elle visait le développement de produits spécifiques, elle n'a pas condamné directement la pratique européenne. Elle a plutôt indiqué que les prêts gouvernementaux devaient être offerts à des taux d'intérêt concurrentiels. La spécificité de ces deux décisions pourrait cependant en limiter la portée. Il faudra voir comment la CE et les États-Unis adapteront leur programme de soutien respectif afin de juger de la portée concrète de ces deux décisions.

Pour consulter la décision de l'ORD dans l'Affaire DS353 : États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs – Deuxième plainte, voir : OMC

http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds353_f.htm#bkmk353r

Pour consulter la décision de l'ORD dans l'Affaire DS316 : Communautés européennes – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs, voir : OMC http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds316_f.htm

Sources : Jennifer M. Freedman, « Boeing Got Billions in Illegal U.S. Aid, WTO Rules, Backing EU », *Bloomberg*, 31 mars 2011, en ligne : Businessweek <http://www.businessweek.com/news/2011-03-31/boeing-got-billions-in-illegal-u-s-aid-wto-rules-backing-eu.html> ; Dominic Gates, « WTO Ruling Against Boeing Unlikely to Have Big Impact », *Seattle Times*, 31 mars 2011, en ligne : SeattleTimes

http://seattletimes.nwsourc.com/html/businesstechnology/2014647971_boeingwto01.html ; USTR, « United States Prevails in WTO Dispute over Large Civil Aircraft », *Press Release*, mars 2011, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/march/united-states-prevails-wto-dispute-over-large-civil>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol 4, no. 13, 5 avril 2011

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Carlos Pereira, « Assessing Obama's Visit to Brazil: A New Framework for Relations with Latin America? », *Brookings*, 25 mars 2011, en ligne : Brookings
http://www.brookings.edu/opinions/2011/0325_obama_brazil_relations_pereira.aspx

Sheila A. Smith, « The Recovery Begins », *Beijing Review*, 27 mars 2011, en ligne : CFR
<http://www.cfr.org/japan/recovery-begins/p24524>

Claire Rodgers, « Officials Push for Progress in Asia-Pacific Deal », *Business Day*, 28 mars 2011, en ligne : Stuff.co
<http://www.stuff.co.nz/business/world/4816690/Push-for-progress-in-Asia-Pacific-deal>

Phillip Kurata, « Japan's Disasters Do Not Inflict Long-Term Economic Damage », *Bureau of International Information Programs*, 29 mars 2011, en ligne : America.gov
<http://www.america.gov/st/business-english/2011/March/20110329120857pillihp1.211184e-02.html>

« Panel Backs Brazil in Zeroing Dispute with US », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol 15, no 11, 30 mars 2011, en ligne : ICTSD
<http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/103189/>

Todd Tucker, « U.S.-Panama FTA Would Allow Offshore Companies to Attack U.S. Anti-Tax Haven Regulations; Meanwhile Panama Has Not Eliminated Financial Secrecy, Tax Haven Problems », *Eyes on Trade*, 30 mars 2011, en ligne : Public Citizen
<http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2011/03/us-panama-fta-would-allow-offshore-companies-to-attack-us-anti-tax-haven-regulations-meanwhile-panam.html>

Theodore H. Moran, « Foreign Manufacturing Multinationals and the Transformation of the Chinese Economy: Faustian Bargain to Trade Technology for Access? », *Peterson Institute*, 30 mars 2011, en ligne : IIE
<http://iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1796>

Alister Bull et Patricia Zengerle, « Obama Calls for Deep Cuts in U.S. Oil Imports », *Reuters*, 30 mars 2011, en ligne : Reuters
<http://www.reuters.com/article/2011/03/30/us-obama-energy-idUSTRE72S3C820110330>

Doug Palmer, « U.S., Colombia Talks Making "Good Progress" », *Reuters*, 30 mars 2011, en ligne : Reuters
<http://www.reuters.com/article/2011/03/30/us-usa-colombia-trade-idUSTRE72T6OK20110330?feedType=RSS&feedName=everything&virtualBrandChannel=11563>

Bernie Becker, « Ways and Means Dems Want More Trade Enforcement », *The Hill*, 31 mars 2011, en ligne : The Hill
<http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/153093-ways-and-means-dems-want-more-trade-enforcement>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol 4, no. 13, 5 avril 2011

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278